

Van: OCM-CDZ(SECR.AG) [<mailto:secr.ag@ocm-cdz.be>]

Verzonden: woensdag 1 juli 2015 11:40

Onderwerp: décisions désignation ou renouvellement mandat/beslissingen aanstelling of hernieuwing mandaat

Francais

Objet : exercice de la mission de commissaire agréé au sein d'une SMA – décisions de désignation ou renouvellement de mandat – rappel des dispositions légales et réglementaires applicables en la matière et précision de la procédure à suivre

Madame, Monsieur,

Il est rappelé que les premières désignations de réviseurs au sein de SMA ont été examinées dans le cadre des dossiers de demandes d'agrément introduits par les entités pour exercer l'activité d'entreprise d'assurance.

Dans la mesure où les premiers mandats accordés sont arrivés à leur terme, le Conseil a estimé utile de rappeler brièvement aux SMA quelles sont les dispositions légales et réglementaires applicables en matière de désignation des réviseurs et de renouvellement de leurs mandats. En outre, la présente communication vise à préciser les attentes de l'Office dans le cadre de la procédure à suivre par les SMA.

Dispositions légales et réglementaires applicables

En ce qui concerne l'exercice de la fonction de réviseur au sein des entreprises d'assurances, y compris auprès des SMA, l'**article 38** de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances prévoit, entre autres, aux alinéas 1 et 2 que :

"Sans préjudice de l'article 87ter de la loi du 2 août 2002, les fonctions de commissaire prévues par le Code des sociétés ne peuvent être confiées, dans les entreprises d'assurances de droit belge, qu'à un ou plusieurs réviseurs ou à une ou plusieurs sociétés de réviseurs agréés par la Banque conformément à l'article 40.

Dans les entreprises d'assurances de droit belge qui ne sont pas tenues par le Code des sociétés d'avoir un commissaire, l'assemblée générale des membres ou des associés nomme un ou plusieurs réviseurs ou une ou plusieurs sociétés de réviseurs agréés comme prévu à l'alinéa 1er. Ceux-ci exercent les fonctions et portent le titre de commissaire. Les dispositions du titre VII du livre IV du Code des sociétés relatives aux commissaires sont applicables. (...)."

En outre, pour ce qui concerne les sociétés de réviseurs, l'**article 39** de la loi du 9 juillet 1975 précise que :

"Les sociétés de réviseurs agréées exercent les fonctions de commissaire prévues à l'article 38 par l'intermédiaire d'un réviseur agréé qu'elles désignent conformément à l'article 132 du Code des sociétés. Les dispositions de la présente loi et des arrêtés pris pour son exécution et qui sont relatives à la désignation, aux fonctions, aux obligations et aux interdictions des commissaires ainsi qu'aux sanctions, autres que pénales, qui sont applicables à ces derniers sont applicables simultanément aux sociétés de réviseurs et aux réviseurs agréés qui les représentent.

Une société de réviseurs agréée peut désigner un représentant suppléant parmi ses membres remplissant les conditions pour être désignés."

En matière d'agrément des réviseurs, l'**article 40**, alinéa 1^{er}, de la loi du 9 juillet 1975, dispose que :

"La Banque arrête, sous approbation du Ministre des Finances et du Ministre de l'Economie, le règlement d'agrément des réviseurs et des sociétés de réviseurs."

En outre, le Conseil rappelle que l'**article 72** de la loi du 26 avril 2010 portant des dispositions diverses en matière d'organisation de l'assurance maladie complémentaire (I), tel que complété par la loi du 26 novembre 2011, a prévu, dans le cadre d'un régime transitoire, la possibilité de désigner, pour le début des activités des SMA et de la manière décrite dans cet article 72, des réviseurs qui ne sont pas agréés par la FSMA (cette compétence d'agrément est désormais exercée par la BNB).

En ce qui concerne la désignation des réviseurs parmi les réviseurs agréés par la BNB, l'**article 40bis** de la dite loi du 9 juillet 1975 prévoit ce qui suit en ses alinéas 1 et 2 :

"La désignation des commissaires agréés et des commissaires agréés suppléants auprès des entreprises d'assurances est subordonnée à l'accord préalable de la Banque (lire : OCM). Cet accord doit être recueilli par l'organe social qui fait la proposition de désignation. En cas de désignation d'une société de réviseurs agréée, l'accord porte conjointement sur la société et son représentant.

Le même accord est requis pour le renouvellement du mandat."

Enfin, les **articles 18 et 19** de l'arrêté ministériel du 28 juin 2013 portant approbation du règlement de la Banque Nationale de Belgique du 21 décembre 2012 concernant l'agrément des réviseurs et des sociétés de réviseurs, trouvent à s'appliquer selon qu'il s'agit de la désignation d'un réviseur ou d'une société de réviseurs. Par souci de facilité, ces deux dispositions réglementaires sont résumées ci-après sous le titre "Procédure à respecter dans le cadre d'une désignation ou du renouvellement de mandat d'un commissaire".

Il est relevé que l'article 72 de la loi du 26 avril 2010, précité, prévoit un régime dérogatoire uniquement en ce qui concerne l'application de l'article 38 de la loi du 9 juillet 1975, ce qui signifie que même s'il s'agit de faire application des dispositions transitoires et de renouveler le mandat d'un réviseur qui n'est pas agréé par la Banque Nationale, les SMA doivent respecter l'article 40bis de la loi du 9 juillet 1975, ainsi que les articles 18 et 19 de l'arrêté ministériel du 28 juin 2013, applicables dans le cadre du renouvellement d'un mandat. Ceci implique que l'accord de l'Office doit être obtenu avant de soumettre la proposition de renouvellement des mandats, moyennant le respect de l'article 72 de la loi du 26 avril 2010 précité, à l'assemblée générale.

Dans ce cadre, l'Office doit veiller au respect du principe de "level playing field" et dès lors appliquer les dispositions légales et réglementaires de la même manière que le fait la Banque Nationale à l'égard des autres entreprises d'assurances.

Procédure à respecter dans le cadre d'une désignation ou du renouvellement de mandat d'un commissaire

Sans préjudice du contenu des articles 18 et 19 de l'arrêté ministériel du 28 juin 2013, que les SMA sont tenues d'intégralement respecter, les principes à retenir sont les suivants :

- l'accord doit être obtenu par la SMA préalablement à la proposition de désignation à l'assemblée générale ;
- l'accord doit être sollicité au moins un mois avant la date prévue de proposition de désignation à l'assemblée générale;
- en cas de proposition d'une société de réviseurs, l'accord doit être obtenu sur la désignation de la société et sur la désignation par la société de son représentant ;
- pour l'octroi de l'accord, il y a lieu de tenir compte de "tout motif tenant à la disponibilité du candidat vu ses autres fonctions révisorales, à l'importance et à l'organisation de son cabinet, à ses

connaissances et expérience professionnelle eu égard à la nature, à l'importance et à la complexité de l'activité de l'entreprise financière ou de l'entreprise d'assurances auprès de laquelle sa désignation est envisagée, ainsi qu'à l'indépendance du candidat par rapport à ces mêmes entreprises";

- les mêmes principes valent pour le renouvellement du mandat.

En vue d'exercer cette tâche et de se prononcer quant à l'accord que doit donner l'autorité de contrôle, les éléments que l'Office estime utiles pour pouvoir prendre une décision de désignation ou de renouvellement de mandat d'un réviseur en tout état de cause sont les suivants:

- un détail des mandats exercés par le réviseur concerné ;
- l'âge du réviseur, personne physique, concerné ;
- les émoluments envisagés.

Il va de soi qu'en vue de pouvoir prendre position dans le cadre d'un dossier déterminé, l'Office se réserve le droit de réclamer tout autre élément qu'il jugerait utile en l'espèce.

Votre SMA est invitée à tenir compte de l'ensemble des éléments décrits ci-dessus et à agir en conséquence. Il va de soi que les services de l'Office restent à votre disposition pour tout complément d'information.

Avec ma considération distinguée,

Nederlands

Onderwerp: uitoefening van de opdracht van erkend commissaris in een VMOB – beslissingen van aanstelling of hernieuwing van mandaat – herinnering aan de wettelijke en reglementaire bepalingen van toepassing en verduidelijking van de te volgen procedure

Geachte mevrouw, Geachte heer,

Er wordt aan herinnerd dat de eerste aanstellingen van revisoren in VMOB's werden onderzocht in het kader van dossiers van aanvragen tot erkenning ingediend door de entiteiten om de activiteit van verzekeringsonderneming te kunnen uitoefenen.

Aangezien de eerste toegekende mandaten afgelopen zijn, vond de Raad het nuttig om de VMOB's kort te herinneren aan de wettelijke en reglementaire bepalingen van toepassing voor de aanstelling van revisoren en de hernieuwing van hun mandaten. Bovendien worden in deze communicatie de verwachtingen van de Controledienst in het kader van de door de VMOB's te volgen procedure gepreciseerd.

Wettelijke en reglementaire bepalingen van toepassing

Wat het uitoefenen van de functie van revisor in verzekeringsondernemingen, alsook in VMOB's, betreft, voorzien het eerste en tweede lid van **artikel 38** van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen onder andere het volgende:

"Onvermindert artikel 87ter van de wet van 2 augustus 2002 mag de opdracht van commissaris zoals bedoeld in het Wetboek van Vennootschappen in een verzekeringsonderneming naar Belgisch recht enkel worden toevertrouwd aan een of meer revisoren of een of meer revisorennennootschappen die daartoe zijn erkend door de Bank overeenkomstig artikel 40.

In de verzekeringsondernemingen naar Belgisch recht die op grond van het Wetboek van Vennootschappen geen commissaris moeten hebben, stelt de algemene vergadering van leden of vennoten een of meer erkende revisoren of revisorennennootschappen aan als bedoeld in het eerste lid. Zij nemen de taak waar van commissaris en dragen die titel. De voorschriften van boek IV, titel VII van het Wetboek van Vennootschappen met betrekking tot de commissarissen zijn van toepassing. (...)".

Bovendien bepaalt **artikel 39** van de wet van 9 juli 1975 betreffende de revisorennennootschappen het volgende:

"Een erkende revisorennennootschap doet voor de uitoefening van de opdracht van commissaris als bedoeld in artikel 38, een beroep op een erkend revisor die zij aanstelt overeenkomstig artikel 132 van het Wetboek van Vennootschappen. De bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten, die de aanstelling, de opdracht, de verplichtingen en verbodsbeperkingen voor commissarissen alsmede de voor hen geldende, andere dan strafrechtelijke sancties regelen, gelden zowel voor de erkende revisorennennootschappen als voor de erkende revisoren die hen vertegenwoordigen.

Een erkende revisorennennootschap mag een plaatsvervangend vertegenwoordiger aanstellen onder haar leden die voldoen aan de aanstellingsvoorraad.

Over de erkenning van de revisoren bepaalt **artikel 40**, eerste lid, van de wet van 9 juli 1975 het volgende:

"Na goedkeuring door de Minister van Financiën en de Minister van Economie legt de Bank het reglement vast voor de erkenning van de revisoren en revisorennennootschappen."

Daarnaast herinnert de Raad aan het feit dat **artikel 72** van de wet van 26 april 2010 houdende diverse bepalingen inzake de organisatie van de aanvullende ziekteverzekering (I), zoals aangevuld door de wet van 26 november 2011, in het kader van een overgangsregeling, de mogelijkheid heeft voorzien om, voor het begin van de activiteiten van de VMOB's en op de manier beschreven in dat artikel 72, revisoren aan te stellen die niet zijn erkend door de FSMA (deze erkenningsbevoegdheid wordt voortaan door de NBB uitgeoefend).

Voor de aanstelling van revisoren uit de door de NBB erkende revisoren, voorzien het eerste en tweede lid van **artikel 40bis** van de wet van 9 juli 1975 het volgende:

"Voor de aanstelling van de erkende commissarissen en de plaatsvervangende erkende commissarissen bij een verzekeringsonderneming is de voorafgaande instemming vereist van de Bank (lees: CDZ). Deze instemming wordt gevraagd door het vennootschapsorgaan dat de aanstelling voorstelt. Bij aanstelling van een erkende revisorennennootschap slaat deze instemming zowel op de vennootschap als op haar vertegenwoordiger.

Deze instemming is ook vereist voor de hernieuwing van een opdracht."

Ten slotte zijn **artikelen 18 en 19** van het ministerieel besluit van 28 juni 2013 tot goedkeuring van het reglement van de Nationale Bank van België van 21 december 2012 betreffende de erkenning van revisoren en revisorenvennootschappen van toepassing al naargelang het de aanstelling van een revisor of van een revisorenvennootschap betreft. Gemakkelijkheidshalve worden de twee reglementaire bepalingen hierna onder de titel "Te volgen procedure in het kader van een aanstelling of hernieuwing van het mandaat van een commissaris" samengevat.

Er wordt opgemerkt dat vooroemd artikel 72 van de wet van 26 april 2010 enkel een afwijkend stelsel voorziet voor de toepassing van artikel 38 van de wet van 9 juli 1975, wat betekent dat, ook al moeten de overgangsbepalingen worden toegepast en moet het mandaat van een revisor die niet door de Nationale Bank is erkend, worden hernieuwd, de VMOB's moeten artikel 40bis van de wet van 9 juli 1975 naleven, alsook de artikelen 18 en 19 van het ministerieel besluit van 28 juni 2013, van toepassing in het kader van de hernieuwing van een mandaat. Dat impliceert dat het akkoord van de Controledienst moet worden verkregen vooraleer het voorstel van de hernieuwing van de mandaten, met inachtneming van vooroemd artikel 72 van de wet van 26 april 2010, aan de algemene vergadering wordt voorgelegd.

De Controledienst moet hierbij toezien op de naleving van het principe van "level playing field" en moet bijgevolg de wettelijke en reglementaire bepalingen op dezelfde manier toepassen als de Nationale Bank doet ten opzichte van de andere verzekeringsondernemingen.

Te volgen procedure in het kader van een aanstelling of hernieuwing van het mandaat van een commissaris

Onverminderd de inhoud van artikelen 18 en 19 van het ministerieel besluit van 28 juni 2013, die de VMOB's integraal moeten naleven, moeten de volgende principes in acht worden genomen:

- de VMOB moet het akkoord verkrijgen vooraleer de aanstelling aan de algemene vergadering wordt voorgesteld;
- het akkoord moet minstens een maand voor de voorziene datum voor het voorstellen van de aanstelling aan de algemene vergadering worden gevraagd;
- bij een voorstel van een revisorenvennootschap moet het akkoord worden verkregen over de aanstelling van de vennootschap en de aanstelling door de vennootschap van haar vertegenwoordiger;
- voor het verlenen van het akkoord moet rekening worden gehouden "met de beschikbaarheid van de kandidaat gelet op zijn andere revisorale opdrachten, met de omvang en de organisatie van zijn kantoor, met zijn kennis en beroepservaring gezien de aard, de omvang en de complexiteit van de activiteit van de financiële onderneming of de verzekeringsonderneming waar hij zou worden aangesteld, alsook met de onafhankelijkheid van de kandidaat tegenover deze ondernemingen";
- deze principes zijn eveneens van toepassing voor de hernieuwing van het mandaat.

Om deze taak te kunnen vervullen en om zich te kunnen uitspreken betreffende het akkoord dat de controle-autoriteit moet geven, acht de Controledienst in ieder geval de volgende elementen nuttig om een beslissing tot aanstelling of hernieuwing van het mandaat van een revisor te kunnen nemen:

- een overzicht van de mandaten uitgeoefend door de revisor in kwestie;
- de leeftijd van de revisor, natuurlijk persoon, in kwestie;
- de voorziene emolumenteren.

Het spreekt voor zich dat de Controledienst, met het oog op stellingname in het kader van een bepaald dossier, zich het recht voorbehoudt om andere elementen die hij in dat geval nuttig acht, te eisen.

Uw VMOB wordt verzocht rekening te houden met alle hierboven vermelde elementen en om dienovereenkomstig op te treden. Het spreekt voor zich dat de diensten van de Controledienst tot uw beschikking blijven voor eventuele bijkomende informatie.

Hoogachtend,

Bernadette Lambrechts,
Présidente
Voorzitter
Office de contrôle des mutualités/Controledienst voor de ziekenfondsen
avenue de l'astronomie 1 Sterrenkundelaan | Bruxelles 1210 Brussel
✉ email: secr.ag@ocm-cdz.be | ☎ telefoon : +32 2 209 19 02 | website: <http://www.ocm-cdz.be>

